



Établissement public à caractère administratif

Siège :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

OBJET DE LA CONSULTATION

VEILLE JURIDIQUE, SUIVI ET ANALYSE DES TEXTES JURIDIQUES ET DECISIONS DE JUSTICES RELATIVES AUX ENERGIES RENOUVELABLES ET A LA BIODIVERSITÉ

MARCHE ORDINAIRE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE

Selon les dispositions législatives et réglementaires
du Code de la commande publique du 1er avril 2019 (CCP)
(Articles L.2123-1, ainsi que R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5 et suivants)

Ainsi que

le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Marché n° 2025-MAPA-28

SOMMAIRE

1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2	ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ	3
1.3	PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 :	DURÉE ET DELAI D'EXECUTION.....	3
2.1	DURÉE DU MARCHÉ.....	3
2.2	PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 :	PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4 :	MODALITES D'EXECUTION	4
4.1	INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION	4
4.2	REPRÉSENTANT DU TITULAIRE	5
4.3	DÉLAI D'EXÉCUTION.....	5
4.4	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	5
4.5	GARANTIE TECHNIQUE	5
4.6	CLAUSE DE RÉEXAMEN	5
ARTICLE 5 :	REGIME FINANCIER	6
5.1	FORME DU PRIX.....	6
5.2	CONTENU DU PRIX	6
5.3	RÉVISION DES PRIX	6
5.4	NANTISSEMENT, CESSION DE CRÉANCE	7
5.5	RETENUE DE GARANTIE.....	8
5.6	AVANCE.....	8
5.7	ACOMPTES	8
5.8	UNITÉ MONÉTAIRE	8
5.9	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	8
ARTICLE 6 :	MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	8
6.1	MODALITÉS DE PAIEMENT	8
6.2	MODALITÉS DE FACTURATION	9
ARTICLE 7 :	PENALITES.....	10
7.1	PÉNALTÉS POUR RETARD.....	10
7.2	AUTRE PÉNALITÉ	10
ARTICLE 8 :	OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	11
8.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
8.2	OBLIGATIONS DE L'OFB.....	11
ARTICLE 9 :	SOUS TRAITANCE	12
ARTICLE 10 :	CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	12
10.1	CONFIDENTIALITÉ.....	12
10.2	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	13
ARTICLE 11 :	PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	13
ARTICLE 12 :	ASSURANCES.....	14
ARTICLE 13 :	PIÈCES À FOURNIR PAR LE TITULAIRE	15
ARTICLE 14 :	RESILIATION	15
ARTICLE 15 :	EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	15
ARTICLE 16 :	DIFFERENDS.....	16
ARTICLE 17 :	DEROGATIONS	17

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

- Une veille juridique en continue des textes juridiques et des décisions de justice relatives aux filières d'énergie renouvelable (EnR), à la biodiversité, à l'eau (milieux aquatiques et humides) et aux milieux marins.
- Réaliser une analyse juridique et technique, puis en diffuser une version vulgarisée sous forme de résumés des textes, décisions et analyses, sur le site web de l'Observatoire des EnR et de la biodiversité.
- La fourniture d'un bilan annuel pour chaque filière d'EnR, de l'ensemble des textes et décisions de justice disponibles ou parus, visant à éclairer les parties prenantes sur les points de vigilances majeurs à retenir en matière de planification, de conception technique, de réalisation, d'exploitation ou de suivi des projets ainsi que de remise en états des terrains concernés par les projets en fin d'exploitation.

Le marché porte sur des prestations intellectuelles (service d'étude).

L'objet du marché étant environnemental, le marché comporte de fait une condition d'exécution environnementale.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Allotissement du marché

Le présent marché n'est pas alloti, la dévolution du marché en lots séparés apparaît de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, en raison de la complexité accrue qu'elle engendre. En multipliant les intervenants et les obligations de coordination, cette fragmentation accroît substantiellement les risques de défaillance et de retard. Elle entraînerait, en outre, une augmentation notable des coûts financiers, résultant de la duplication des procédures, de la dispersion des responsabilités et du surcroît de charges administratives. Dès lors, une telle modalité de passation est susceptible de porter atteinte au principe d'efficacité économique et à l'objectif de bonne administration des deniers publics.

1.3 Procédure et forme du marché

La procédure de passation est la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, ainsi que R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5 et R.2113-4 et suivants.

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaire et mono-attributaire.

ARTICLE 2 : DURÉE ET DELAI D'EXECUTION

2.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de la date de notification pour une durée ferme de 36 mois.

Ce marché n'est pas reconductible.

2.2 Prolongation du délai d'exécution du marché

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - DPGF) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ([CCAG-PI](#)), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'AE, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-PI.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION

4.1 Interlocuteur de l'administration

Pour l'exécution technique du marché, le titulaire s'adresse au chargé métier, Véronique de Billy – numéro de téléphone : 06 72 08 15 99 – mail : veronique.debilly@ofb.gouv.fr

Pour toutes questions liées à l'exécution financière du marché le titulaire envoie ses questions à l'adresse mail suivante : financier.srd@ofb.gouv.fr

Pour toutes questions liées à l'exécution administrative du marché le titulaire envoie ses questions à l'adresse mail suivante : marches.publics@ofb.gouv.fr

4.2 Représentant du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

4.3 Délai d'exécution

Il fait ici application des articles 13.1.1 du CCAG de référence.

Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG de référence, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des livrables au chargé métier conformément aux stipulations du CCTP de référence, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Le délai d'exécution, exprimé en jours calendaires (congés du titulaire inclus) est le délai nécessaire pour exécuter les prestations conformément au calendrier de travail validé par le chargé métier.

4.4 Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG-PI, relatives à la constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont réalisées par le chargé métier et ont pour objet de permettre de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

Par dérogation au 28.2 du CCAG de référence, le chargé métier dispose d'un délai de quinze (15) jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG/PI, le titulaire avise le chargé métier de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 28.5, la personne publique n'informe pas le titulaire de la date prévue pour les vérifications.

4.5 Garantie technique

Il fait ici application de l'article 30 du CCAG de référence.

4.6 Clause de réexamen

Le présent marché peut faire l'objet de modifications conformément aux articles R. 2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

Est ainsi insérée au présent marché une clause de réexamen dont le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

- L'adaptation du plan de versement des acomptes ;

- L'ajustement du marché en cas de survenance de circonstances imprévisibles affectant son exécution ;
- La substitution ou la mise à jour de l'indice de révision des prix, en cas de modification ou de remplacement de l'indice initialement publié par l'INSEE ;
- Le transfert du marché à une autre société, sous réserve de l'acceptation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

La mise en œuvre de ces modifications est subordonnée à la seule décision de la personne publique. Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à indemnisation. Toutes modifications concernant le présent marché fait l'objet d'un acte administratif émis par le représentant du pouvoir adjudicateur et sont notifiées au titulaire du marché par le site de la PLACE ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : REGIME FINANCIER

5.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires, hors taxes et toutes taxes comprises

Les prix du marché sont révisables.

Les prix sont fixés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement : la DPGF.

5.2 Contenu du prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix du marché sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents aux réunions, aux déplacements ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la préparation et à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires, l'assurance et le coût de la main d'œuvre.

5.3 Révision des prix

Les prix initiaux sont fermes pendant la première année de marché à compter de la date notification de celui-ci.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur connues à la date de remise des offres finales.

Ensuite, pour tenir compte de la variation des conditions économique, les prix initiaux sont révisés à la date anniversaire de notification du marché, dans la limite d'une modification tarifaire par tranche de douze 12 mois selon la formule indiquée ci-dessous :

$$P = P_0 \times (I/I_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé.

P₀ = prix initial

I = valeur de l'indice trimestriel INSEE 010766774 connu à la date de la demande de révision de prix

I₀ = valeur de ce même indice trimestriel connu à la date de remise des offres finales, cet indice est reporté dans l'acte d'engagement.

L'indice (I) utilisé est celui publié par l'INSEE sous Identifiant 010766774 - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.10 – Services de conseil et représentation juridique - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur (ex : 1,0252 = 1,026 ou 1,0250 = 1,025).

Le calcul de la révision de prix

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire transmise par courriel au service financier au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de notification du marché, à l'adresse mail suivante : revision-prix@ofb.gouv.fr, copie chef de projet désigné par l'OFB (cf. paragraphe 4.1) et le correspondant administratif de l'OFB (Direction Générale Déléguée Mobilisation de la Société – pôle administratif et financier de la Direction des Aires Protégées et des Enjeux Marins) à l'adresse électronique suivante : assistance.dgdmob@ofb.gouv.fr.

Cette demande s'accompagne d'une nouvelle annexe financière actualisée incluant les éléments de calcul utilisés dans la formule ci-dessus et précisant, le cas échéant, les postes ou fractions de postes déjà liquidés.

Passé ce délai, la demande de révision ne sera pas prise en compte.

L'annexe financière révisée doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur par tout moyen dont un courriel avec accusé de réception.

L'application des prix révisés :

La révision des prix est applicable aux factures reçues par le pouvoir adjudicateur à compter de la date anniversaire de notification du marché.

Clause de sauvegarde :

La personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité dès lors que la révision de prix annuelle conduit à une augmentation de plus de 3%.

5.4 Nantissement, cession de créance

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

Le cas échéant, il est délivré au sous-traitant à paiement direct une copie de l'original du marché revêtu de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance pour la partie sous-traitée.

Le cas échéant, pour la partie les concernant il est délivré au nom du groupement, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

5.5 Retenue de garantie

Sans objet

5.6 Avance

En application des articles L.2191-2 et L.2191-3 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire.

Conformément à l'article 2191-7 lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Conformément à l'article R.2191-5 du CCP, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance. Il indique dans l'AE s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

Conformément à l'option A du CCAG/PI, en cas d'acceptation de l'avance, le taux est fixé à 30 %, lorsque le titulaire ou le sous-traitant **est** une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique et 15%, lorsque le titulaire ou le sous-traitant **n'est pas** une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique.

Son montant est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du CCP.

5.7 Acomptes

La périodicité et le versement des acomptes sont définis dans l'acte d'engagement.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R 2191-20 du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

5.8 Unité monétaire

L'unité monétaire de règlement du marché est l'euro.

5.9 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur. L'organisme non soumis à la TVA devra fournir une attestation sur l'honneur de non assujettissement à la TVA.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

6.1 Modalités de paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif.

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

Les prestations seront réglées par des prix forfaitaires, fermes et définitifs selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 Modalités de facturation

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Date de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- Numéro du marché (2025-MAPA-28) ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- Numéro d'identification TVA ;
- Identité de l'acheteur (nom et adresse) ;
- La désignation des prestations réalisées (n° de poste) en indiquant notamment la référence de l'acompte ;
- Somme totale à payer HT et TTC et annotée en lettres pour les factures manuscrites ;
- Taux de TVA ;
- Article du Code Générale des Impôts (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé sur l'AE.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par le titulaire (cf. AE).

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir exclusivement via le portail de facturation dédié « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à OFB, devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : **VIN** ;
- Le numéro d'engagement selon le format suivant : EJ/2025/XXXXXXXX (à demander au chargé métier désigné).

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro.

ARTICLE 7 : PENALITES

7.1 Pénalités pour retard

Conformément à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, il pourra être fait application de pénalités pour retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 la formule suivante sera appliquée :

$$P = V * R / 300$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

7.2 Autre pénalité

Non-conformité des livrables :

Lorsque les livrables remis ne respectent pas les exigences du cahier des charges (contenu incomplet, absence d'analyse critique, non-respect du format imposé), une pénalité de 5 % du montant HT de la prestation concernée est appliquée.

Qualité insuffisante ou erreurs substantielles :

Toute erreur substantielle dans l'interprétation ou la présentation d'une décision ou d'un texte juridique, susceptible d'induire en erreur le pouvoir adjudicateur, entraîne une pénalité forfaitaire de 100 € par erreur constatée.

Répétition des manquements :

En cas de trois manquements similaires constatés dans une période de six mois, une pénalité supplémentaire de 10 % du montant HT de la prestation est appliquée.

Plafonnement des pénalités :

Le montant total des pénalités applicables au titre du présent marché est plafonné à 10 % du montant total du marché. Au-delà de ce seuil, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché pour faute.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Par dérogation à l'article 14.1.3, Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € sur la durée totale du marché.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

8.1 Obligations du titulaire

8.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire s'engage sur les exigences et spécifications décrites et détaillées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions prévues dans le cadre de la prestation.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché notamment de :

- Coordonner et réaliser les prestations définies dans le CCTP ;
- suivre et mettre à jour le calendrier de travail ;
- préparer et animer les réunions en lien avec le marché ;
- rédiger les livrables demandés dans le CCTP ;

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCTP.

Les livrables sont définis au CCTP pour chacune des prestations. Le titulaire est tenu de remettre à l'OFB l'ensemble des livrables indiqués au CCTP aux formats précisés dans le CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

8.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

8.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet (cf. paragraphe 4.1 du présent document) est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire ;
- suivre le projet afin de respecter le planning de l'étude ;
- valider les livrables des différentes phases du projet ;
- veiller au respect du cahier des charges.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 9 : SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du CCP. Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, par courriel avec accusé de réception, un dossier de demande ([Formulaire DC4](#) ou équivalent) comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance notamment la révision de prix le cas échéant ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-PI sont pleinement applicables.

10.1 Confidentialité

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

10.2 Protection des données à caractère personnel

Le titulaire, le pouvoir adjudicateur, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du pouvoir adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses Sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il les fait figurer au sous-traité.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 11 : PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES

Les dispositions du chapitre 6 (articles 32 à 35) du CCAG-PI sont pleinement applicables.

L'ensemble des livrables créés par ou pour le compte du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont cédés à titre exclusif au pouvoir adjudicateur.

Les livrables et documents sont ceux visés au CCTP.

Au titre de cette cession, le titulaire du marché cède à l'OFB, à titre exclusif, et pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique, pour le monde entier :

- son droit de reproduction sur les livrables, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports actuels ou futurs y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial ;
- son droit de représentation sur les livrables, qui comporte le droit de communication au public et de mise à disposition du public des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial ;
- son droit d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation sur les livrables du marché ;
- son droit d'usage sur les livrables du marché ;
- son droit de distribuer et de commercialiser les livrables du marché ;
- le dépôt de marques.

Les livrables du marché pourront être librement réutilisés par l'OFB à toutes fins nécessaires dans le cadre de sa mission de service public, y compris dans le cadre de la transmission à des tiers et/ou partenaires et l'incorporation dans le cadre de cahiers des charges de marchés publics ultérieurs par lui et/ou ses cessionnaires de droits ultérieurs.

Le transfert des droits sur lesdits livrables est opéré à compter de l'admission desdits livrables et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, titulaire de tous les droits, actions et privilèges sur lesdits livrables, au même titre que le titulaire du marché.

A ce titre, l'OFB pourra en toute indépendance, exploiter les livrables, ainsi que toute adaptation ou modification qu'il réaliserait et notamment par voie de cession ou de concession, à des tiers cessionnaires et/ou partenaires et sans devoir de redevances au titulaire du marché.

En cas de cessation du contrat avant le terme du contrat pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été certifiés par l'ordonnateur et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, le titulaire du marché garantit :

- qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques ;
- qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que notamment des illustrations, des dessins, des photographies, le titulaire du marché devra soit faire l'acquisition auprès des dits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit obtenir de ces tiers qu'ils cèdent les dits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;
- que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Le titulaire s'engage à satisfaire à toutes les obligations applicables au présent marché.

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - aux biens et aux personnes causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- **Par dérogation à l'article 9 du CCAG de référence**, il doit justifier, au moment de l'attribution du marché qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13 : PIÈCES À FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 14 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42) du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 15 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 16 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 43) du CCAG-PI, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)¹ :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques d'achats
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite² .

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

¹ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

² <https://www.micist.finances.gouv.fr/>

ARTICLE 17 : DEROGATIONS

Nature de la dérogation	CCAP	CCAG de référence
<i>Représentant du titulaire</i>	4.2	3.4.1
<i>Délai d'exécution</i>	4.3	13.2.2
<i>Opération de vérifications</i>	4.4	28 et 29
<i>Prix</i>	5.2	10.1.3
<i>Pénalités</i>	7.1	14.1.1 et 14.1.3
<i>Assurance</i>	12	9